NOTE A LA FACILITATION DU DIALOGUE INTER-BURUNDAIS PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE, DES FEMMES, DES JEUNES, DES MEDIA, DES CONFESSIONS RELIGIEUSES PARTICIPANT AUX CONSULTATIONS PREALABLE AU 5ème ROUND

IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE AU 5ème ROUND ET DANS TOUT LE PROCESSUS DE PAIX INTER-BURUNDAIS.

Nous , les participants aux consultations préalables au 5ème round des pourparlers inter-burundais, tenu du 20 au 21 Octobre 2018, à l'Hôtel Ngurdoto Mountain Lodge, Arusha, Tanzanie, apprécions l'initiative du Bureau conjoint de la facilitation (Communauté de l'Afrique de l'Est, Union africaine et Nations Unies) qui a bien voulu associer, au processus, des représentants des organisations de la Société civile burundaise, des organisations de femmes, des jeunes, des media, des confessions religieuses jusqu'au 4ème round et aux présentes consultations. Cette volonté d'inclure la Société civile à prendre part aux consultations préalables à la séance des pourparlers entre les partis et acteurs politiques démontre l'importance incontournable de la contribution de la Société civile au processus de résolution de la crise burundaise.

A ce titre, nous accueillons avec intérêt le débriefing qui nous a été présenté concernant le déroulement du processus et les dernières décisions prises par le Sommet des Chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est, notamment celle de convoquer un cinquième round en tenant compte de l'inclusion de toutes les parties prenantes

Cependant, nous sommes, en tant que partie prenante, surpris de l'exclusion des organisations de la Société civile à la participation au 5ème round du processus de dialogue.

Le fait que la crise burundaise soit qualifiée comme politique ne signifie pas que sa résolution soit du seul ressort des partis et acteurs politiques. En effet, cette crise a un impact négatif sur le bien-être social, sécuritaire et économique du peuple burundais. Par conséquent, comme la facilitation est sensible à la riche contribution de la société civile dans sa diversité, des médias, des femmes, des confessions religieuses et des jeunes en tant que voix alternative des citoyens, son rôle dans ce processus ne devrait pas être limité à la simple consultation, mais devrait s'étendre au statut de partie prenante.

Il est fort à craindre que, l'exclusion des organisations de la société civile au 5ème round de dialogue ne conduise à des solutions partielles.

Au vu de ce qui précède, les organisations de la société civile participant aux consultations préliminaires au 5ème round se permettent de demander au Bureau de la facilitation ce qui suit :

1. Inclure toutes les parties prenantes à la crise pour garantir une solution durable, plus particulièrement les organisations de la société civile qui jouent un rôle de vigilance citoyenne ;
2. Inclure les organisations de la Société civile, en tant que témoins et porte voix des citoyens, parmi les acteurs du processus de dialogue, de suivi de sa mise en œuvre et de son aboutissement ;
3. Inclure les femmes dans tout le processus de dialogue inter burundais et de la mise en œuvre de l'accord qui en sortira, en vertu de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la femme, paix et sécurité ;
4. Inclure les jeunes, en vertu de la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les jeunes ;

Si toutes ces conditions sont remplies, nous espérons que les grands défis qui ont été à la base des crises cycliques au Burundi seront analysés sous une approche multidimensionnelle et réaliste, et que les solutions à y apporter reflèteront les préoccupations des différentes couches sociales. Et ainsi, la mise en application de l'accord qui en sortira bénéficiera d'un suivi quotidien qui garantira une paix durable.

Fait à l'Hôtel Ngurdoto Mountain Lodge, le 20 Octobre 2018

Les signataires :

Numéro	Nom et Prénom	Organisation	Signature
1	Simon Ntamwana	Conférence des Évêques Catholiques du Burundi	[signature]
2	RUFYIRI Gabriel	OLUCOME	[signature]
3	NIBIZI Eulalie	FOLODE	[signature]
4	Sandra Barancira	MFFPS-CANADA	Barancira
5	NKURIKIYE Mathilde	Initiative d'Addis Abeba	[signature]
6	MBUNDAGU Vestine	SOFEPA	[signature]
7	Marie Louise BARICAKO	MFFPS	[signature]
8	Alexandre NIYUNGEKO	UBJ	[signature]
10	P.C. MBONIMPA	APRODH	[signature]
11	Agnès NINDORERA	AFJB	[signature]

12 Faustin NDIKUMANA Parcem [signature]